

LE CRÉDIT COMMUNAUTAIRE
UN OUTIL ESSENTIEL AU DÉVELOPPEMENT



2003
2004



 **Réseau** québécois
du crédit **communautaire**

HISTORIQUE, MISSION ET CONCEPT DE BASE



Le crédit communautaire propose une réponse novatrice aux besoins des chômeurs, des personnes de l'aide sociale, des travailleurs à faible revenu et des «sans chèque» qui veulent prendre leur place dans la société mais qui se retrouvent devant des portes fermées.

Ces personnes rencontrent des obstacles importants qui les empêchent d'accéder aux sources «traditionnelles» de crédit: absence de garanties, dossier de crédit inexistant ou entaché, besoin pour de faibles montants, manque d'expérience en affaires.

Ses activités d'accompagnement, de formation et de suivi «à la carte» combinées à un financement flexible permettent de lever ces obstacles et de remettre en action cette clientèle souvent livrée à l'isolement et à l'exclusion.

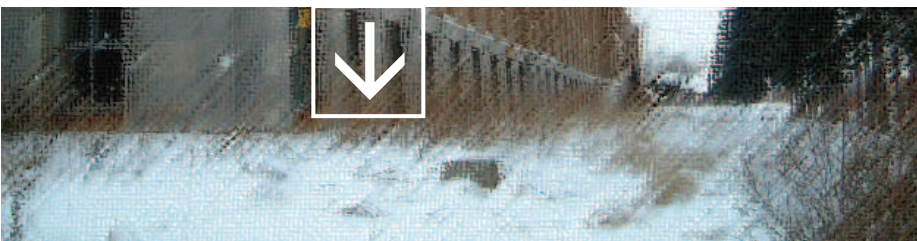
Le crédit communautaire est une composante du financement solidaire au Québec et représente un complément indispensable aux mécanismes et structures institutionnels en place d'intervention économique et sociale.

Le communautaire a connu récemment une popularité grandissante tant au Québec que partout ailleurs en Amérique du Nord. L'approche collective du crédit communautaire, soutenue par les Cercles d'emprunt, et l'approche individuelle ou par projet, incarnée par les Fonds communautaires d'emprunt, occupent une place importante parmi l'éventail des approches d'intervention économique et sociale et de lutte à la pauvreté. Ce qui distingue le crédit communautaire façon «québécoise» des expériences de micro-crédit qu'on retrouve ailleurs, c'est une approche globale qui vise à combler les besoins tant économiques que sociaux des personnes. Les Cercles d'emprunt et les Fonds communautaires d'emprunt contribuent à combler ces besoins par le biais d'activités complémentaires.

L'évolution du crédit communautaire au Québec témoigne d'une vitalité remarquable quant au nombre d'organismes, puisque le Québec s'accapare environ la moitié du total canadien. On compte en effet dix organismes québécois qui opèrent des Cercles d'emprunt et neuf Fonds communautaires d'emprunt. Ces organismes opèrent dans onze régions administratives de la province et la diversité des pratiques témoigne des besoins spécifiques à chaque région et des ressources qui sont disponibles pour y répondre.

Cet essor grandissant du crédit communautaire s'explique par plusieurs facteurs interreliés. D'une part, la mondialisation des marchés financiers a conduit les institutions financières «traditionnelles» à une rationalisation profonde de leurs opérations, exercice qui s'est traduit par un resserrement du crédit pour les clientèles considérées à risque. D'autre part, la restructuration du marché du travail a provoqué une montée impressionnante du travail autonome. Or, on sait que les travailleurs autonomes sont souvent considérés par les institutions financières comme clientèle à risque ou potentiellement peu rentable du fait de la petitesse des prêts qu'ils exigent ou de leur absence d'antécédents de crédit.

La convergence de ces deux forces – un resserrement de l'offre de crédit au bas de l'échelle et une explosion de la demande dans le même créneau – a fait en sorte que les besoins de financement et de soutien d'une clientèle de plus en plus marginalisée vont en augmentant.



SOMMAIRE

Historique, mission et concept de base	2
Mot de la présidente	7
Mot de la coordination	9
Exemples et témoignages	14

UN PORTRAIT DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE AU QUÉBEC

Le crédit communautaire ne fait pas que combler le vide laissé par les institutions financières. Il est avant tout un outil de développement adapté aux collectivités qui permet à des personnes marginalisées de prendre leur

place dans la société. De ce fait, il s'inscrit dans la mouvance de l'économie sociale.

Le crédit communautaire vient confirmer l'engagement des communautés locales et régionales dans le développement économique et social du Québec. La petite histoire québécoise du crédit communautaire remonte à 1990. Toutefois, la croissance véritable du secteur s'est faite depuis 1995 en réponse aux besoins toujours grandissants des personnes vivant en marge de la société et des réseaux conventionnels de financement.

Dès ses débuts, le crédit communautaire a voulu jouer sur plusieurs fronts à la fois en se donnant des objectifs ambitieux,

à la mesure de son double rôle social et économique :

- Créer des emplois durables et de qualité tout en répondant aux besoins sociaux, économiques et culturels du milieu;
- Permettre aux personnes qui sont sans emploi et qui vivent la précarité économique d'accéder à du financement pour un projet d'entreprise individuelle et collective ou de travail autonome;
- Remettre en action les personnes qui sont exclues de la vie économique, sociale, culturelle et politique de leur collectivité;
- Combattre la pauvreté en contribuant à la revitalisation de territoires défavorisés.

Des leviers financiers

L'accès au crédit communautaire permet au promoteur d'établir ou de rétablir sa crédibilité financière par le remboursement des emprunts contractés. Le crédit communautaire fait donc le pont entre les promoteurs et les autres sources de financement et de soutien technique – qu'elles soient de nature privée, à but non lucratif ou publique.

Toutefois, la plus grande réussite des Fonds communautaires d'emprunt et des Cercles d'emprunt, réside dans leur capacité à permettre aux personnes exclues des circuits économiques et sociaux de réaliser leurs projets et dans le fait qu'ils permettent la création d'entreprises et la réinsertion économique et sociale.

Un modèle ancré dans les pratiques locales de concertation et de partenariat

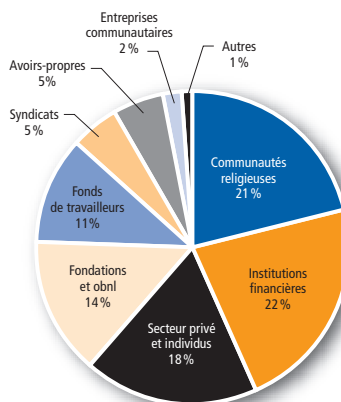
Les pratiques du crédit communautaire passent par la concertation, le partenariat et l'accès aux réseaux d'échanges communautaires. Deux caractéristiques font ressortir clairement l'enracinement du crédit communautaire dans son milieu : la nature et la diversité de ses sources de capitaux et son recours au bénévolat.

Les sources de capitaux

Des données recueillies auprès des membres révèlent que :

- En 2003-2004, la capitalisation totale des membres du Réseau s'élève à \$1,8 M incluant une réserve variant entre 15 et 20 pour cent des sommes investies;
- Les sources principales de capitaux proviennent des collectivités : communautés religieuses (21%), institutions financières (22%), secteur privé et individus (18%), fondations et obnl (14%), fonds de travailleurs (11%), syndicats (5%), avoirs propres (5%), entreprises communautaires (2%), autres (1%).

Capitalisation/Fonds et cercles Avril 2004



Pour leur part, plusieurs Cercles d'emprunt possèdent leurs propres capitaux, bien qu'ils soient plus limités que ceux dont disposent les Fonds. Cette diversité des sources de financement constitue une des caractéristiques dominantes du crédit communautaire tant

→ Les résultats pour 2003-2004

- Près de **730 projets** ont été analysés
- **490 entrepreneurs accompagnés**
- Pour environ **10 500 heures** d'accompagnement
- **384 emplois** créés et maintenus
- Jusqu'à **1 175 emplois créés et maintenus** au cumulatif
- **310 000\$ en prêts** sont en cours de remboursement
- **3,1M \$ en prêts** accordés au cumulatif remboursés à 85%

au Québec qu'en Amérique du Nord et en Europe, si l'on en croit une étude récente sur le sujet². Elle illustre le fait que le crédit communautaire est profondément ancré dans son milieu et qu'il réussit à canaliser l'épargne locale à des fins de développement économique et social.

Qui plus est, plusieurs Fonds communautaires d'emprunt offrent un soutien financier à des Cercles d'emprunt, confirmant la complémentarité des deux approches. Cette complémentarité prend quelquefois la forme de modèles hybrides, portés par des organismes dont les pratiques s'apparentent tant aux Cercles qu'aux Fonds communautaires.

Soulignons d'autre part que plusieurs organismes de crédit communautaire se sont associés à des *corporations de développement économique communautaire*, à des caisses populaires, à des syndicats et autres afin de diversifier leurs sources de financement, rejoindre un plus grand bassin d'emprunteurs potentiels et réduire les coûts d'opération. Ces différentes initiatives partenariales démontrent la place centrale occupée par le crédit communautaire au sein de l'économie sociale.

Le rôle de catalyseur des organismes de crédit communautaire :

- participation
- concertation
- démocratie
- partenariat.

Le recours au bénévolat

Le crédit communautaire a su rallier les forces vives du milieu incarnées par le bénévolat. La place des bénévoles au sein des organismes de crédit communautaire est

importante et elle témoigne des liens étroits que ces organismes ont pu tisser avec leur milieu d'accueil. Plus encore, la grande place tenue par le bénévolat a directement contribué à réduire les coûts d'opération des organismes et à accroître la gamme et la qualité des services qu'ils offrent. À ce titre, les bénévoles jouent un rôle prédominant à titre de membres des conseils d'administration et de comités d'appui ou de prêteurs.

La place remarquable tenue par les bénévoles illustre à merveille la volonté de prise en main du développement par les membres des collectivités et le rôle de catalyseur de cette volonté collective que les organismes de micro-crédit jouent. La participation des bénévoles fait aussi en sorte que ces organismes possèdent une structure décisionnelle fortement participative et démocratique.

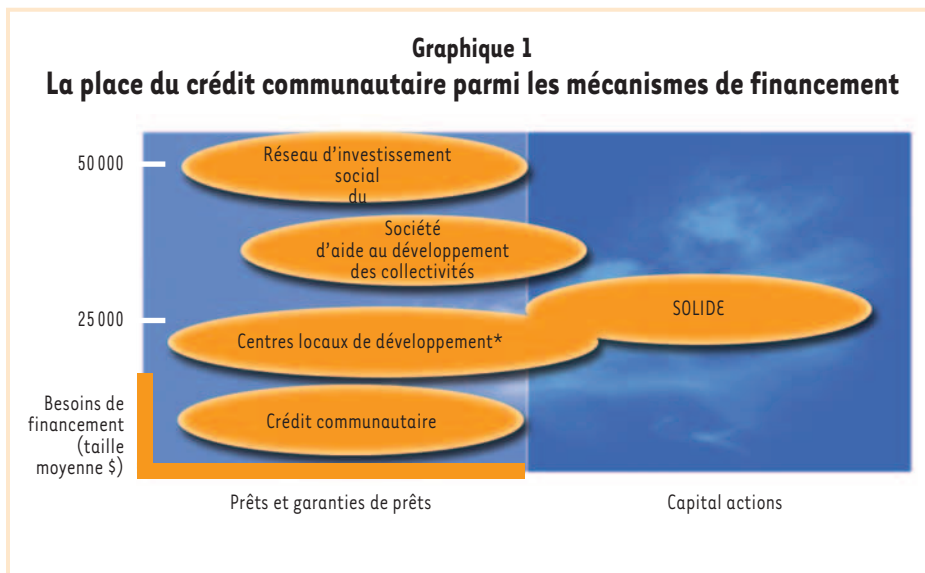
UN OUTIL DE FINANCEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

La place occupée par le crédit communautaire parmi les mécanismes et structures de financement et de développement est de plus en plus reconnue. À titre d'outil de *financement*, le crédit communautaire est considéré à juste titre comme un instrument financier innovateur apte à combler les besoins des travailleurs autonomes et des entreprises individuelles et collectives.

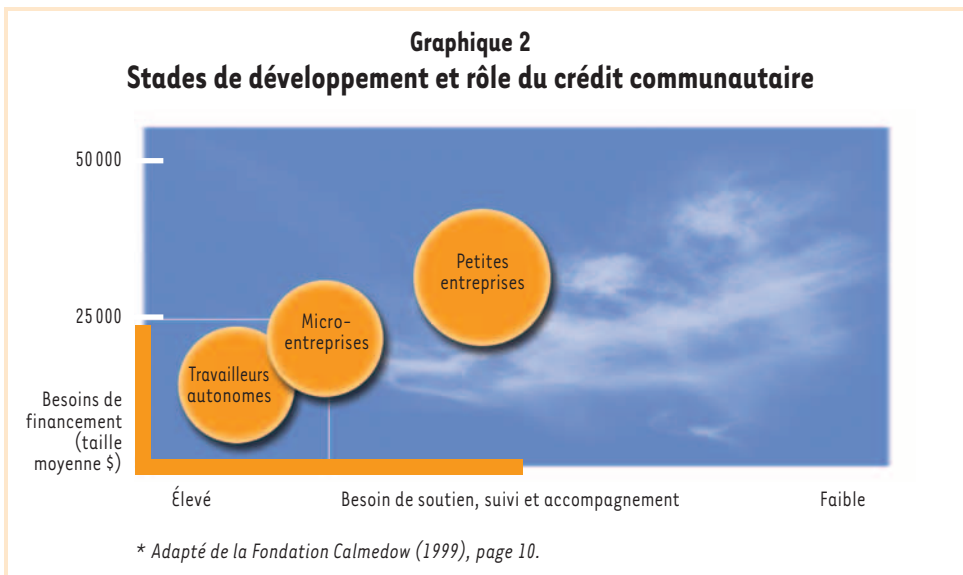
Comme instrument de *développement*, le crédit communautaire contribue directement à l'intégration des populations laissées pour compte et à leur pleine participation à la vie économique et sociale des collectivités.

Un outil de financement positionné dans un créneau unique

Le crédit communautaire a développé au fil des années une gamme de produits financiers destinés à combler le fossé grandissant entre, d'une part, les institutions financières « traditionnelles » et, de l'autre, les besoins de financement des travailleurs autonomes, des micro-entreprises et des entreprises de l'économie sociale. Les institutions financières conventionnelles ne répondent pas toujours adéquatement aux besoins de financement des petites entreprises, encore moins à ceux d'une clientèle plus marginale. Les organismes de crédit communautaire qui



2. Joël Lebossé (1998), page 46.



opèrent au Québec offrent les prêts et la garantie de prêts et se spécialisent dans le créneau des prêts de très petite taille, normalement jusqu'à concurrence de 20 000 \$ (habituellement beaucoup moins pour les Cercles d'emprunt).

Comparé aux autres sources de financement – on pense ici aux fonds de programmes gouvernementaux tels les Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres locaux de développement; aux SOLIDE, ou au Réseau d'investissement social du Québec – le crédit communautaire occupe un créneau unique (graphique 1).

Le graphique, qui positionne les outils de financement en fonction de la nature du financement – prêts et garanties de prêts ou capital actions – et de la taille moyenne des transactions, démontre que le crédit communautaire occupe seul le créneau des très petits prêts. À n'en pas douter, les autres mécanismes de financement local jouent un rôle important pour le développement des collectivités du Québec. Ce qu'il faut retenir, toutefois, c'est le fait qu'ils ne visent pas directement les travailleurs autonomes ou les micro-entreprises pour qui les besoins de financement sont en deçà de 20 000 \$. Plus encore, c'est par leur rôle de développeur que les organismes de crédit communautaire se distinguent.

Un outil de développement branché sur les besoins du milieu

On l'a vu plus tôt, le crédit communautaire est un outil de développement avant d'être un mécanisme de financement. De fait, les instruments de financement propres au crédit communautaire «... sont quasiment tous issus des milieux de l'intervention sociale et ils

ont été développés en tant qu'outils d'accompagnement dans les domaines de la réinsertion sociale et professionnelle³.»

Bien que les organismes de crédit communautaire partagent plusieurs caractéristiques communes, leurs structures, orientations et pratiques sont intimement liées aux besoins de leur collectivité d'accueil. C'est pourquoi chacun des organismes a pu développer *une expertise particulière en matière de réinsertion économique et sociale et de financement de projets*. Considérés dans leur ensemble, les organismes membres du Réseau québécois offrent une expertise professionnelle en développement de projets, accompagnement de proximité, réinsertion sociale et financement de microprojets qu'on ne retrouve pas ailleurs.

Le succès obtenu par ces organismes (voir la prochaine section) tient pour beaucoup aux activités d'accompagnement en amont et en aval, de formation, d'accompagnement et de soutien (individuel ou de groupe) qu'ils offrent à leurs clients. Ces activités correspondent étroitement aux besoins des entreprises et des microentreprises. (graphique 2).

PRÉSENTATION DES APPROCHES EN CRÉDIT COMMUNAUTAIRE

Le crédit communautaire par l'approche collective: les Cercles d'emprunt

Les Cercles d'emprunt interpellent les personnes qui veulent prendre leur place dans l'économie et la société à partir du travail autonome ou de la micro-entreprise et qui peuvent tirer le maximum d'une démarche

3. Joël Lebossé (1998), page 45.

collective où le soutien des pairs joue un rôle primordial. Les activités de formation, le suivi tant en amont qu'en aval et le soutien des pairs sont autant d'éléments stratégiques qui font en sorte que les Cercles d'emprunt réussissent là où d'autres approches de financement et de réinsertion sociale ont été moins efficaces.

Les Cercles reposent sur une approche qui comporte plusieurs volets :

1. *L'accompagnement de la personne et de l'entreprise*

Suivi personnalisé qui favorise la prise de décision éclairée quant à la meilleure voie pour «prendre sa place». Programme de formation

en gestion et création d'entreprises, adapté aux différentes étapes d'évolution de l'entreprise (pré-démarrage, démarrage, consolidation et expansion). Ateliers qui permettent le développement de l'autonomie et de l'estime de soi.

2. *La prise en charge collective et l'accès au crédit*

Appui au projet de travail autonome ou de micro-entreprise par le suivi et l'accès au crédit, l'étude collective des demandes de prêts, le financement, la caution solidaire et le suivi du développement entrepreneurial et personnel.

3. *La mobilisation de l'épargne et du capital*

Constitution d'un capital de développement en faisant appel aux partenaires présents dans la collectivité.

Le crédit communautaire par l'approche individuelle: les Fonds communautaires d'emprunt

Les Fonds représentent un outil de crédit communautaire souple permettant le soutien au démarrage et au maintien des micro-entreprises, des petites entreprises et des entreprises de l'économie sociale qui ne peuvent accéder au financement à partir de sources conventionnelles. Ils visent les personnes qui répondent mieux à une approche individuelle d'accompagnement et de suivi qu'à une approche collective et dont les besoins financiers peuvent être plus élevés. Ils forment donc un complément essentiel aux Cercles d'emprunt.

Le travail des Fonds communautaires d'emprunt s'articule autour de quatre volets distincts:

1. La mobilisation de l'épargne et du capital: l'investissement socialement responsable
2. Le financement de projets
3. Le soutien technique et l'accompagnement
4. La promotion des activités et la concertation

→ Mission du réseau

Développer et promouvoir l'approche du crédit communautaire au Québec, dans la perspective du mieux-être individuel et collectif et de l'élimination de la pauvreté.

Le Réseau soutient ses membres en tant que ressources alternatives qui offrent l'accès au capital ainsi qu'un accompagnement aux populations locales pour la réalisation d'activité économique.



Photo des représentants des groupes membres du Réseau lors du colloque «le Crédit communautaire un métier en devenir» prise à Orford en mars 2004.

MOT DE LA PRÉSIDENTE



Cette dernière année du Réseau québécois du crédit communautaire devrait être marquée d'une pierre blanche puisque nous avons réussi à obtenir, après moultes démarches et efforts de représentation, la reconnaissance du crédit communautaire par le gouvernement du Québec. C'est plus qu'un geste symbolique puisque, en cette ère de réingénierie et de réduction de la charge de l'État, notre principal bailleur de fonds s'engage à soutenir notre action pour les cinq prochaines années. Mieux encore, nous sommes heureux d'être maintenant associé au ministère du Développement économique et régional et de la Recherche qui a un mandat de développement économique et ainsi reconnaît le sens véritable de notre action. Nous ne sommes plus à la remorque, nous devenons moteur. Nous avons réussi pour nous-mêmes ce que nous comptons justement faire pour les autres !

C'est dire qu'encore une fois cette année, le crédit communautaire a parcouru un grand bout de chemin sans jamais s'écarter de sa mission première. Le crédit communautaire a donné l'accès au financement à des femmes et des hommes qui sont exclus des milieux conventionnels de financement et il leur a procuré l'accompagnement essentiel pour réaliser leur propre projet d'entreprise : et parce que ces projets ont généré des revenus, les initiateurs ont réussi à se sortir du cycle de la pauvreté dans lequel ils étaient emprisonnés.

Cette année fut donc une année importante dans la reconnaissance des pratiques du crédit communautaire au Québec. Heureusement, nos efforts n'ont pas été vains et, même si ce fut en dernière heure, notre détermination a été récompensée. Il faut croire que notre action s'inscrit dans la mouvance du micro-crédit,

dans la ligne de pensée du partenariat et dans le courant qui prône l'autonomie des groupes et des personnes.

Le crédit communautaire, c'est la responsabilité de tous. L'ONU n'a-t-elle pas décrété 2005, « année internationale du micro-crédit » ?

Nous ne demandons pas mieux que de nous associer à cette idée dynamisante qui devrait avoir des effets à long terme. Ainsi, s'appuyant sur son plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, le gouvernement a voulu de son côté marquer concrètement son appui au micro-crédit en nous garantissant une partie de notre budget de base pour les cinq prochaines années. De plus, le RQCC et ses pratiques s'inscrivent dans le plan d'action triennal du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse pour offrir une aide technique spécialisée afin de permettre à des jeunes entrepreneurs de réaliser des projets de micro-crédit.

Mais pour survivre, nous devons, malgré ces appuis, continuer notre travail pour aller chercher le financement supplémentaire dont nous avons besoin. Nous espérons que le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche complètera notre financement de base pour la consolidation des organismes de crédit communautaire et ainsi assurer leur pérennité. Beaucoup de travail et de sensibilisation reste donc à faire. Les pratiques du crédit communautaire sont encore trop peu connues malgré leurs effets bénéfiques dans les collectivités.

On compte aujourd'hui onze Cercles d'emprunt et dix Fonds d'emprunt répartis dans onze régions administratives du Québec : ces vingt et un organismes offrent des pratiques de crédit communautaire qui visent à donner accès à un financement et à fournir un

accompagnement de proximité aux personnes à faible revenu et exclues des milieux conventionnels de financement pour leur permettre de lancer leurs projets générateurs de revenus.

Le crédit communautaire, c'est d'abord une approche: celle de la solidarité entre «*ceux qui ont*», et «*ceux qui n'ont pas*». Ceux qui ont le courage, le désir et la volonté d'investir ou de faire des dons dans le crédit communautaire de leur communauté pour que leur argent serve à financer des projets et soutienne ceux qui n'ont pas les moyens financiers de se sortir du cycle de pauvreté dans lequel ils sont enlisés. L'investissement socialement responsable des uns est un véhicule de placement qui permet d'ajouter de la valeur et de donner un sens à son argent; le besoin de soutien, de financement et d'accompagnement des autres peut alors être comblé et permettre la réalisation de leur propre projet générateur de revenus.

Tout au cours de l'année, nous avons été présents! Nous avons développé et consolidé nos partenariats mais surtout, nous avons été entendus! En effet, beaucoup de travail de représentation a été fait et nous avons répété à maintes reprises la présentation de nos pratiques notamment par le dépôt de deux mémoires. Le premier intitulé: *Le capital de risque lié au rendement social et économique* a été présenté à la Commission parlementaire des Finances publiques, et le second: *Le crédit communautaire: une réponse novatrice* a été remis à l'Assemblée nationale dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministre des Finances du Québec.

En partenariat avec le Mouvement Desjardins, nous avons développé un projet pilote d'une durée d'un an en vertu duquel Desjardins contribue à la capitalisation et au frais de fonctionnement alors que le Fonds d'emprunt de Québec assure le suivi du projet conjointement retenu. Nous fondons beaucoup d'espoirs dans

ce projet de partenariat qui, s'il s'avère une réussite, pourrait être étendu à l'échelle du Québec puisqu'il s'inscrit tant dans notre mission que dans celle du Mouvement Desjardins.

Nous avons aussi été présents auprès de nos membres en tenant cette année le deuxième colloque sur le thème suivant: *Le crédit communautaire: un métier en devenir*. L'événement a eu lieu à Sherbrooke au mois de mars dernier et plus d'une quarantaine de personnes y ont participé. Nous avons eu l'occasion de faire le point sur nos pratiques et surtout, de réfléchir sur de nouvelles possibilités.

Il reste encore beaucoup de travail de reconnaissance et de partenariat à développer. Nous nous devons aussi d'être reconnus comme une source incontournable de création de richesse et de réduction de la pauvreté. Toute société a le devoir de se doter d'organismes qui contribuent concrètement à l'essor économique de toutes les couches de sa population. L'accès au crédit, si mince soit-il, doit être possible pour tous, sans distinction. Nous devons faire tomber les préjugés auxquels se butent les personnes à faible revenu. Devenir travailleur autonome, lancer son projet d'affaires, créer son propre emploi, démarrer sa petite entreprise ou des entreprises collectives sont autant d'aspirations auxquelles rêvent aussi les sans-chèque, les bénéficiaires de l'assurance-emploi et les moins bien nantis: il suffit souvent du coup de pouce, de l'encouragement et de l'accompagnement que procure le crédit communautaire pour qu'ils deviennent eux aussi des développeurs, des innovateurs et des partenaires d'affaires.

Je tiens à remercier tous les membres du conseil d'administration pour leur précieux engagement et pour leur dévouement. À tous ceux et celles qui croient au crédit communautaire, je dis merci et je nous souhaite une prochaine année aussi bien remplie que celle qui vient de se terminer.

Mona Beaulieu
Présidente

RAPPORT DE LA COORDINATION



En cette fin d'année 2003-2004, nous pouvons dire : mission accomplie. En effet, cette année qui a débuté dans l'incertitude se termine avec l'annonce d'un gain important : la reconnaissance de la pratique du crédit communautaire.

Dans un contexte de changement de parti au pouvoir au gouvernement du Québec, les négociations en vue d'une reconnaissance de la pratique du crédit communautaire ont demandé beaucoup de temps et d'énergie de la part des membres du conseil d'administration et de la coordination. Nous avons eu à présenter nos valeurs et à inscrire les pratiques du crédit communautaire comme un outil essentiel au développement local et régional.

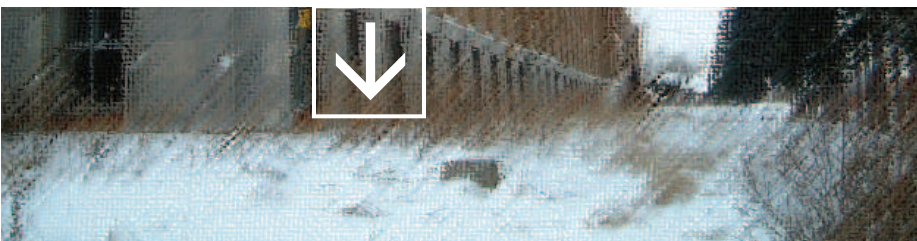


Ce faisant, ces gouvernements s'inscriraient dans la mouvance de l'Année internationale du micro-crédit en 2005 décrétée par l'ONU.

«... L'Année internationale du micro-crédit en 2005... sera ainsi l'occasion de sensibiliser l'opinion publique à l'importance du micro-crédit et du micro-financement dans la lutte contre la pauvreté, de partager les meilleures pratiques et d'encourager le développement d'un secteur financier appuyant des services durables en faveur des pauvres dans tous les pays du monde...»

L'action en faveur du micro-crédit relancée par l'Assemblée générale ONU, 30 décembre 2003.

Lucie Villeneuve
Coordonnatrice



Ces difficiles choix stratégiques du Réseau ont laissé peu de place à la vie associative et au soutien des fonds en démarrage. Malgré tout, nous avons réussi à consolider ce Réseau de la finance solidaire au Québec. Nous finissons l'année prêt-e-s à nous impliquer dans une collaboration avec les acteurs de la finance solidaire pour construire une société solidaire. Nous aurons l'opportunité de démontrer la place et la pertinence des pratiques du crédit communautaire afin d'en assurer la pérennité.

Pour encourager et maintenir l'accès au financement à tous et toutes au Québec dans une perspective de développement économique et social, nous pensons que les gouvernements du Québec et d'Ottawa ont intérêt à soutenir ces expériences, celles du crédit communautaire, qui ont fait leurs preuves ici, depuis une quinzaine d'années et ailleurs dans le monde.

VIE ASSOCIATIVE ET ORGANISATION

➔ Objectif: Développer le membership du réseau

La vie associative a été un peu mise de côté cette année mais nous avons réussi malgré tout à consolider la structure du Réseau. Dans les outils et les manières de faire développés au cours de l'année, il y a une grille de relevé statistique commune permettant de construire un portrait des organisations membres plus uniformes. Nous avons adopté de nouveaux statuts de membres actifs et partenaires afin d'intégrer les fonds en démarrage et ouvrir notre membership aux organismes qui ont des pratiques qui s'apparentent à celle du

crédit communautaire. De plus, l'augmentation du nombre de membres au conseil d'administration a permis de répartir les tâches entre les administrateurs et administratrices.

- Nous avons de nouveaux membres

Deux actifs :

- Cercles d'emprunt de la CDEST,
- Cercles d'emprunt de la Mauricie

Deux partenaires :

- Crédit entraide Témiscouata (Fonds),
- Cercles d'emprunt de Montréal.

Défis de la prochaine année

- Réfléchir sur la mise en place d'un congrès d'orientation
- Finaliser le plan d'accréditation et de formation
- Construire une régie interne afin de clarifier les statuts de membres : cotisation, obligations de participation, accréditation, évaluation, etc.
- Comité d'organisation du travail
- Présentation plus uniforme des rapports et des profils statistiques des membres du Réseau.

ÉMERGENCE ET DÉVELOPPEMENT

➔ Objectif: Soutenir et accompagner des fonds en démarrage

Nous avons mieux coordonné via le Réseau les rencontres d'information et de formation auprès des fonds ou cercles en démarrage. Par contre, ce fut difficile de soutenir adéquatement ces initiatives par manque de ressources financières et humaines.

- Suivi dossiers (téléphoniques et des rencontres) :
 - Fonds de la Gaspésie,
 - Deux agentes CLD de la Beauce,
 - Fonds à Sherbrooke,
 - Fonds à Gatineau,
 - Fonds et Cercles à Montmagny,
 - Crédit entraide Témiscouata,
 - Information pour un Fonds à la Baie James,
 - Rencontre d'information à la Municipalité de Lanoraie,
 - Fonds par la Coalition des Érables,
 - Information pour un fonds à la Table des groupes de femmes des Bois-Francis,

- Côte de Beaupré (projet-pilote Desjardins),
- Rencontre d'informations sur les fonds à Saint-Pascal avec la SADC et des membres de la communauté;

- Formation auprès de trois fonds en démarrage :

- Cercles et Fonds à Montmagny
- Fonds au Témiscouata
- Fonds à Gatineau

Défis de la prochaine année

- Concevoir un plan de développement des fonds et des cercles en démarrage en lien avec le projet-pilote Desjardins
- Concevoir (formaliser) un plan de formation des fonds et des cercles en démarrage (support technique)
- Assurer un suivi de notre demande pour devenir fournisseur auprès du PATDEC
- Concevoir un plan de développement pour la mise en place du projet-pilote Desjardins

FINANCEMENT – CONSOLIDATION

➔ Objectif: Consolider les activités du réseau et de ses membres par un financement stable

Nous sommes satisfaits du positionnement du crédit communautaire et de l'économie sociale auprès du gouvernement fédéral où nous espérons un financement des opérations du Réseau et de ses membres.

- Rencontres, en association avec le Chantier d'économie sociale, de fonctionnaires fédéraux et Madame Éleni Bakopanos, secrétaire parlementaire responsable de l'économie sociale auprès du premier ministre et de Monsieur Paul Martin, premier ministre du Canada (Dépôt d'un mémoire).

Cette année, nous avons atteint 30 % d'autofinancement au Réseau. Dans les moyens d'expérimentation pour diversifier les sources d'autofinancement, nous avons tarifé le partage d'expertise du personnel des fonds lors de formation et élargi nos demandes d'aide financière.

- Formation :
 - sur l'analyse financière, avec FILACTION, auprès des intervenantes des fonds entrepreneuriat au féminin;
 - sur le crédit communautaire au colloque de la Solidarité rurale Québec auprès des agents de développement rural des CLD au Mont Saint-Grégoire.

- Les démarches d'autofinancement ont permis de familiariser de nouveaux partenaires aux pratiques du Réseau et au développement de son action. Par exemple: les syndicats, la Fondation sur la formation sur l'économie Fonds de Solidarité de la FTQ, la Caisse d'économie solidaire Desjardins¹, les communautés religieuses).

Le projet-pilote avec la Fédération Desjardins, «*Produit de solidarité en crédit communautaire: microcrédit Desjardins aux entreprises*», est bien amorcé.

- Une entente a été signée avec les caisses de la Vice-présidence Québec-Est pour un investissement dans le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) (une ressource en accompagnement et un investissement en capital). Suite à une évaluation positive après un an, ce projet pourrait s'étendre aux autres régions du Québec.

Avec Filaction et le RISQ, nous avons conclu une entente pour une offre d'approvisionnement dans la capitalisation des Fonds communautaires d'emprunt.

Défis de la prochaine année

- Consolider l'image du Réseau au sein des gouvernements
- Consolider le financement du Réseau (opérations)
- Faire reconnaître les pratiques des Cercles par Desjardins et le gouvernement du Québec
- Réfléchir à un fonds de dotation pour consolider le financement des opérations du Réseau et de ses membres et y impliquer les partenaires concernés.

FINANCEMENT – REPRÉSENTATION POLITIQUE

➔ **Objectif: Faire connaître et reconnaître les pratiques du crédit communautaire auprès des instances gouvernementales, des organisations et institutions susceptibles d'en appuyer la dynamique et le développement**

Les démarches afin de faire reconnaître les pratiques du crédit communautaire furent très exigeantes. Le changement de parti au pouvoir nous a obligés à refaire toutes nos représentations auprès des

politiciens-politiciennes et de leurs conseillers-conseillères. Nous sommes satisfaits du travail accompli qui a abouti à des gains importants:

- Financement sur 5 ans des organismes du Réseau inclus dans le plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté, une enveloppe de 1 180 000 \$/an.
- Transfert du SACA au ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. (MDERR).
- Mesures dans le plan d'action triennal du Défi entrepreneuriat jeunesse sur 3 ans, 150 projets par an.
- Reconnaissance du crédit communautaire comme le premier échelon dans l'escalier de financement au Québec.
- Obtention d'une bourse au mérite par l'OFQJ pour le rapport de la délégation du Réseau en France. Ce qui a permis d'avoir une visibilité lors de la remise du prix par l'OFQJ et une crédibilité sur l'expérience internationale.
- Appui politique du président de la Fédération Desjardins, Alban D'Amours: lettre d'appui au ministre des Finances et lors de la commission parlementaire sur le rôle de l'État québécois et le capital de risque.

Le Réseau a participé à des événements et à des consultations publiques importantes où il a promu ses pratiques de développement et ses valeurs. Ces consultations ont consolidé les alliances avec les partenaires de la finance solidaire et facilité l'élaboration de pistes et de propositions sur les investissements à vocation communautaire. Ce fut l'occasion de faire reconnaître le crédit communautaire comme un outil de développement des collectivités et d'amorcer des démarches vers une diversification de son financement.

- Les mémoires du Réseau défendus lors des consultations prébudgétaires du ministre des Finances Yves Séguin (janvier 2004) et de la Commission sur les finances publiques sur le rapport Brunet: Le rapport de l'État québécois et le capital de risque (février 2004) recommandait que:

«*Le support au crédit communautaire doit donc se lire comme un investissement et non une dépense dans les livres publics; on doit le considérer comme l'un des outils de développement économique et social, non pas le seul ou la panacée, qui a un impact structurel sur la pauvreté au Québec. À ce titre, dans un esprit de lucidité et de réalisme pour la lutte à l'exclusion socio-économique de milliers de citoyennes et citoyens, et à l'instar d'autres pays dans le monde, les pratiques du crédit communautaire*

1. Nouveau nom de la Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs Desjardins.

devraient s'inscrire comme partie intégrante des stratégies budgétaires du gouvernement du Québec dans les prochaines années². »

« La fiscalité... Nous traiterons ce thème sous l'angle de la nécessité de développer dans les prochaines années des outils fiscaux qui encouragent et stimulent concrètement l'investissement socialement responsable ou éthique, l'investissement à vocation communautaire. À notre avis, ce sont là des stratégies porteuses de développement économique, d'équité sociale et financière, qui peuvent plus largement contribuer aux revenus dédiés à ce type d'investissement qui comprend les initiatives de lutte à l'exclusion socio-économique et financière³. »

- Nous avons participé à des événements nationaux : En mai 2003, aux congrès de l'Association des Centres locaux du Québec/ACLDQ (Québec) et de l'Association des régions Québec (Saguenay), en novembre 2003, au « Rendez-vous des acteurs de l'économie sociale » à Montréal organisé par le Chantier de l'économie sociale et en février 2004, au colloque de la Fondation de l'entrepreneurship.

Défis de la prochaine année

- Faire reconnaître la pertinence d'un financement adéquat pour les groupes et le Réseau ainsi qu'un budget pour le développement de nouveaux groupes dans les régions non desservies par le crédit communautaire.
- Consolider le positionnement du crédit communautaire comme un acteur économique et social auprès des instances régionales et nationales du développement économique (CRÉ et MRC).
- Établir une collaboration durable entre la Fondation de l'entrepreneurship, le projet-pilote de Desjardins et les pratiques du crédit communautaire au Québec.
- Faire reconnaître au Québec et au Canada l'année internationale du micro-crédit en 2005.

COMMUNICATION ET INFORMATION

➔ Objectif: Promouvoir le réseau, ses membres et les pratiques du crédit communautaire

Le plan de communication s'est actualisé par le développement d'outils de promotion dont le rapport annuel. Celui-ci a bien servi les objectifs de visibilité et

2. Mémoire déposé à la Commission sur les finances publiques « Le crédit communautaire : un capital de risque au rendement social et économique », mars 2004.

3. Idem.

de présentation des pratiques que le Réseau s'était donné. Il a été un bon outil visuel dans le travail de représentation et de formation. Le travail de conception du site Internet a été amorcé. Il fut difficile de faire un suivi serré du plan de communication par manque de temps, de ressources financières et humaines. De plus, afin de protéger les pratiques du crédit communautaire et son appellation le c.a du Réseau a fait le dépôt d'une demande de la marque de commerce : « Réseau québécois du crédit communautaire ».

- Nous avons bénéficié des services-conseils d'un consultant cette année, ce qui a facilité le travail de communication. Le travail en comité a aussi favorisé cette mise en place. Le lancement de la maquette du site lors d'un 5 à 7 au colloque à Sherbrooke a renforcé nos liens entre les membres mais aussi avec nos partenaires.

Défis de la prochaine année

- Consolider l'image institutionnelle du Réseau
- Enrichir le site Internet
- Se doter d'outils de communication interne
- Développer et consolider les communications internes du Réseau
- Réfléchir à l'engagement d'une nouvelle ressource

PROMOTION – REPRÉSENTATION AUPRÈS DES PARTENAIRES

➔ Objectif: Consolider les liens avec les partenaires du financement de l'économie solidaire et élargir nos alliances

Nous avons assuré une présence plus constante dans nos représentations auprès de nos partenaires. Cela a permis de faire reconnaître le crédit communautaire comme le premier échelon de financement et de consolider certaines alliances avec des partenaires de la finance solidaire, en particulier, FONDACTION, FILACTION, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, du Chantier de l'économie sociale et le RISQ. De plus, cette reconnaissance s'est concrétisée par les apports suivants :

- Appuis de FONDACTION, de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, du Chantier de l'économie sociale et du RISQ dans leurs mémoires respectifs d'un financement pour le Réseau (mars 2004).
- Ateliers lors du Congrès de Réseau du DEC à Trois-Rivières : un atelier avec les partenaires de l'économie solidaire et un autre pour présenter le crédit communautaire.

- Reconnaissance du Réseau québécois du crédit communautaire comme un réseau important au Canada dans le micro-crédit.

Le Réseau est membre de certaines structures ou coalitions :

- Membre du conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale et comité de stratégie.
- Nous participons, avec une vingtaine de chercheurs universitaires et d'acteurs terrains, au comité de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), chantier d'activités partenariales (CAP) sur le financement de l'économie sociale.
- Membre du projet «Partenaires pour des Échanges Solidaires/PESO regroupant des organismes de l'économie solidaire au Québec, en France et au Brésil. Ce partenariat tripartite vise notamment l'expérimentation des échanges commerciaux d'entreprises solidaires.
- Membre de la coalition Réseau de vigilance, coalition qui surveille les changements des structures et des politiques publiques pouvant défavoriser la population et la solidarité collective (regroupant une quarantaine de groupes de coalition d'organismes communautaires et syndicaux).
- Membre du Réseau canadien du développement économique communautaire (DEC).

Défis de la prochaine année

- S'impliquer dans la formation d'un Réseau de la finance solidaire et du Réseau national de la finance alternative.
- Maintenir une présence dans les représentations auprès des acteurs du développement économique et social.
- Positionner le RQCC comme porte-parole du crédit communautaire dans les discussions auprès du gouvernement fédéral et ses partenaires.
- Élargir les partenariats de collaboration : Fondation de l'entrepreneurship, les Réseaux du développement social et du développement économique.
- Se faire connaître du public.

FORMATION DES MEMBRES

➔ Objectif: Partager et améliorer les pratiques du crédit communautaire

Cette année, nous avons fait une réflexion sur les Cercles dont l'organisation fut prise en charge par un cercle membre du Réseau en Outaouais. Quant au 2^e colloque «*Le crédit communautaire un métier en devenir*», l'organisation et la coordination furent principalement assumées par les Cercles de IDÉE à Sherbrooke et ce fut une réussite. Le concept et les contenus d'atelier ont été améliorés. Cette rencontre a permis de consolider le sentiment d'appartenance au Réseau et la formation des membres.

Défis de la prochaine année

- Instaurer cet événement, colloque, dans le calendrier annuel et le déplacer dans les régions où nous sommes implantés.
- Faire des contacts avec le Comité sectoriel de la main-d'œuvre en économie sociale et en action communautaire afin de construire une formation adaptée sur le métier du crédit communautaire.
- Concevoir un outil de formation afin de former des formateurs en crédit communautaire.
- Se doter d'outils de formation sur l'investissement socialement responsable et le crédit communautaire.

OUTILS D'ÉVALUATION DES PRATIQUES DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE

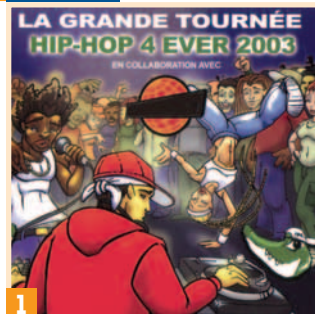
➔ Objectif: Développer des outils d'évaluation pour les membres du réseau

Nous n'avons pas réussi en un an à nous donner des outils d'évaluation souples et simples. La dynamique dans laquelle le consultant nous a fait cheminer nous a permis de mieux cerner l'ampleur du travail à accomplir mais aussi nos besoins. Les étapes d'essais et de réflexion nous ont aidés à bien identifier les faiblesses dans les outils présentés.

Défi de la prochaine année

- Avoir des outils qui soient souples et adaptés.

EXEMPLES ET TÉMOIGNAGES



Souvenirs de Terre

Souvenirs de Terre est une entreprise de services qui œuvre dans le domaine de l'horticulture et qui met l'accent sur des techniques et des solutions de jardinage écologique. Ses services vont de la conception à la réalisation de jardins extérieurs et intérieurs, en respect avec l'environnement naturel et la niche écologique des végétaux. Julie, la propriétaire, insiste sur l'importance d'utiliser des techniques de culture qui favorisent le développement durable et le maintien d'un équilibre écologique. Souvenirs de Terre en est à sa deuxième année de fonctionnement et embauche maintenant une personne supplémentaire vu la demande grandissante. Julie croit à la formule du micro-crédit et du cautionnement solidaire des Cercles d'emprunt de Charlevoix pour procéder à l'achat de matériel indispensable à l'augmentation de ses activités.

Cercles d'emprunt de Charlevoix

Leslie Everest

When Leslie Everest first applied to the Aurora Business Project, she envisioned opening a healing centre. She was confident that her experience and skills would be an asset, but she needed a sound business plan, marketing and financial training. With the curriculum's training, and the guidance and on-going mentorship of the program's business coach, Donna Morris, Leslie's knowledge grew, and her business idea changed. She decided to become a birthing coach and teacher, training others in the field. Presently, Leslie is working about 40-50 hours a week. She attends 4 births (12 hours each) a month, and has 20 meetings per month with clients. She is also teaching a group of 11 women how to become professional birth assistants. Leslie's income has increased, and has plans for business expansion.

Projet AURORA, YMCA Notre-Dame-de-Grâces

1 Festival International Hip Hop 4ever

Projet pour l'organisation et la réalisation d'un festival de musique Hip Hop ciblant les jeunes des communautés culturelles, notamment la communauté noire et la communauté maghrébine. Les jeunes des communautés ethnoculturelles, comme les autres jeunes, éprouvent de nombreuses difficultés à réussir leur intégration sociale, économique et professionnelle. Le projet vise à permettre aux jeunes de lancer des initiatives pour se faire valoir, se mettre en valeur et surtout démontrer leurs talents par un projet de musique Hip Hop.

ACEM, Association communautaire d'emprunt de Montréal

2 Entreprise Les Décors de Mary-T

Le projet consiste à offrir sur le marché trois services différents mais complémentaires permettant à Marilène Tremblay d'exploiter ses habiletés et de combler des besoins évidents dans un secteur économique en pleine croissance :

- Production exclusive d'objets décoratifs à la mode (gros fruits décoratifs en papier, confection de lampes d'appoint et abat-jour, confection de mobiles décoratifs, horloges, nappes, napperons...);
- Création et confection de rideau et d'habillages de fenêtres, literies, coussins, selon une dizaine de concepts différents et selon les goûts particuliers des clients;
- Service de décoration intérieure (conseils en décoration, dessin du concept, choix des tissus et accessoires de même que la production de faux finis muraux).

Fonds d'entraide communautaire inc. Saguenay

3 Josée Charrette

Josée a décidé de démarrer sa propre entreprise après avoir suivi un atelier d'orientation de choix de carrières, ici, à Option femmes emploi (OFE). Elle participe à un Cercle d'emprunt où elle est accompagnée dans le démarrage et le développement de son entreprise. Forte d'une expérience de massothérapeute et de sa formation, Josée offre aux entreprises un service de massage sur chaise. Plus qu'un moment de détente, le massage sur chaise diminue le stress, augmente l'état de vigilance et améliore l'habileté intellectuelle. Bien qu'au stade du démarrage, quelques entreprises ont recours aux services de Josée, dont OFE qui fait appel régulièrement à ses excellents services.

Cercles d'emprunt d'Option femme-emploi, Outaouais

1. Festival Hip Hop
2. Entreprise Les décors de Mary-T
3. Josée Charette

4 Perspective Photo inc.

Tous deux employés dans un studio de photo qui va fermer en raison d'une mésaventure d'actionnaires, Ève Leclerc et Idra Labrie décident de se lancer dans la grande aventure des affaires. Un défi colossal, car les anciens propriétaires laissent les fournisseurs et les clients «échaudés». Ils parviennent à remonter la côte par leur travail professionnel et leur rigueur.

Un autre défi les attend : un équipement de laboratoire dispendieux à entretenir et la nécessité de transférer leur expertise vers les technologies numériques plus rapides, plus économiques et où la demande est de plus en plus forte.

Le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) est intervenu dans ce dossier sur la partie du projet de mise à jour technologique qui ne trouvait pas de financement dans les institutions financières conventionnelles.

Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)

5 Nathalie Lavoie

Nathalie Lavoie a été initiée à la couture au secondaire; ce fut la découverte d'une passion. Après plusieurs années dans des manufactures de vêtements, elle en a eu assez du travail sous-payé et des heures interminables. S'étant retrouvée sur l'assistance emploi, elle a décidé de tenter de gagner sa vie par la couture. Comme elle le dit elle-même : «Si je ne prends pas le risque, je ne saurai jamais si je peux réussir.» Une des forces qu'elle s'est découverte, est sa capacité à vendre ses services. Si vous la rencontrez, elle vous parlera sûrement de sa passion pour la couture et trouvera un prétexte pour vous remettre sa carte d'affaires. Elle se sent maintenant prête à déployer ses ailes.

Fonds d'emprunt communautaire féminin, Les Hautes Laurentides

6 Les Forges de la Salamandre

2, rue de l'île St-Christophe, Trois-Rivières, 379-5556. Cette coopérative offre un espace attractif et constructif où elle présente au public cet art noble du feu, pratiqué par trois artisans et artistes qualifiés. En collaboration avec la corporation de l'île St-Quentin, ils accueillent des groupes scolaires et touristiques pour leur faire découvrir, par le biais de démonstrations commentées, les nombreux aspects des travaux de la forge. Ils y offrent des produits artisanaux et objets en fer forgé, bijoux, sculptures et couteaux. Ce projet a été réalisé en partenariat avec la Société de développement économique de Trois-Rivières (SDE), la Coopérative de Développement Centre-du-Québec/Mauricie (CDCQM) et l'appui de la ville de Trois-Rivières par l'entremise de la Corporation de l'île St-Quentin.

Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie

7 Jardin de Laine

Sylvie Deschêne est éleveuse de lamas. Sa ferme du Rang 2 ouest à Saint-Fabien près de Rimouski se spécialise dans la transformation de fibres naturelles exotiques provenant principalement du lama, de la chèvre et du lapin. On y retrouve un service de cardage, filage et un élevage de lamas. Il y a vente de produit, à la boutique, vente d'animaux et visites touristiques guidées. Sylvie a reçu des formations à la maison Routier. «Le lama est un animal docile qui adore la compagnie des enfants. Nous vous invitons à venir visiter le Jardin de Laine en famille ou en groupe selon la saison».

Réseau Accès-crédit, Rimouski



4



6



8



5

Délices de l'ange

Délices de l'ange est une boulangerie, chocolaterie et pâtisserie qui a ouvert ses portes en 2003. Ces entrepreneurs de Mirabel sont spécialisés dans la décoration de gâteaux et sont reconnus pour leur originalité. Il est également possible de déguster un sandwich, un dessert et un bon café sur place dans une ambiance chaleureuse. Le FCAMC a participé au montage financier pour le démarrage de cette entreprise fort prometteuse.

Fonds communautaire d'accès micro-crédit, Les Basses Laurentides



7

8 Muriel Du Cap Service de garde

Installée dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve et dûment accréditée par le CPE Casse-Noisette, Muriel Du Cap Service de garde est une garderie en milieu familial qui peut également accueillir des enfants sourds. Par l'entremise de la CDEST, la promotrice Muriel Du Cap a bénéficié d'un montant de 800 \$ dans le cadre du programme Accès au micro-crédit. Sans-emploi depuis deux ans, la promotrice de 50 ans bénéficiaire de la sécurité du revenu n'avait pas accès à du crédit traditionnel. Le programme Accès au micro-crédit, dont l'objectif est de contrer la pauvreté, a donc permis à Muriel du Cap de constituer le fond de roulement nécessaire au démarrage de sa garderie, en décembre 2003.

Cercles d'emprunt de la CDEST Montréal

4. Perspective Photo inc.
5. Nathalie Lavoie
6. Les Forges de la Salamandre
7. Jardin de Laine
8. Muriel Du Cap Service de garde

LISTE DES MEMBRES DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE (RQCC)

CAPITALE NATIONALE

Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)

336, rue du Roi, bureau 130
Québec (Québec) G1K 2W5
Tél. : (418) 525-0139
Télééc. : (418) 525-6960
info@fonds-emprunt.qc.ca

Cercles d'emprunt de Charlevoix

6, rue Saint-Jean-Baptiste, local 102,
Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 1L7
Tél. : Baie-Saint-Paul (418) 435-3673 # 245
Clermont (418) 439-4614 # 224
annie_ccec@hotmail.com

MONTRÉAL

Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM)

3680, rue Jeanne Mance, bureau 319
Montréal (Québec) H2X 2K5
Tél. : (514) 843-7296
Télééc. : (514) 843-6832
info@acemcreditcommunautaire.qc.ca

AURORA (YMCA Notre-Dame-de-Grâce) cercles

5925, Monkland av.
Montréal (Québec) H4A 1G7
Tél. : (514) 481-5445
Télééc. : (514) 481-3588

Corporation de développement de l'est/CDEST

4435, rue de Rouen
Montréal (Québec) H1V 1H1
Tél. : (514) 256-6825
Télééc. : (514) 256-0669
gplourde@cdest.qc.ca

LAURENTIDES

Fonds d'emprunt communautaire Féminin Projets communautaires des Laurentides (cercles)

508, rue Principale
Lachute (Québec) J8H 1Y3
Tél. : (450) 562-3553
Télééc. : (450) 562-1601
info_fcef@fcef.qc.ca

Fonds communautaire d'accès au micro-crédit

100, boul. Ducharme, bureau 230
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 4R6
Tél. : (450) 437-1635
Télééc. : (450) 437-8938
info@fondsmicrocrédit.qc.ca

SAGUENAY-LAC ST-JEAN

Fonds d'entraide communautaire Inc. Cercles et fonds

240, rue Bossé
Chicoutimi (Québec) G7J 1L9
Tél. : (418) 698-1176
Télééc. : (418) 543-9912
presbytere.fec@qc.aira.com

LAVAL

Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE)

352, boul. des Laurentides, bureau 103
Laval (Québec) H7G 2T8
Tél. : (450) 668-1200
Télééc. : (450) 668-1200
socle@qc.aira.com

BAS ST-LAURENT

Réseau Accès-crédit

12, rue St-Pierre, bureau 10
Rimouski (Québec) G5L 1T3
Tél. : (418) 722-8535
Télééc. : (418) 722-8627
atena.andre@globetrotter.net

MAURICIE

Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie

Cercles et fonds
763, rue St-Maurice
Trois-Rivières (Québec) G9A 3P5
Tél. : (819) 371-9050
Télééc. : (819) 371-3827
fcem@fcem.qc.ca

MONTEREGIE

Association communautaire d'emprunt de la rive sud (ACERS)

740, boul. Ste-Foy
Longueuil (Québec) J4K 4X8
Tél. : (450) 679-1100 poste 258
Télééc. : (450) 679-1102
Info@acers.qc.ca

Cercles d'entraide de la rive-sud

230, rue Brébœuf, suite 201
Belœil (Québec) J3G 5P3
Tél. : (450) 446-8279
Télééc. : (450) 446-3806
Cerclesmonteregie@videotron.ca

ESTRIE

Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie (IDEE)

234, rue Dufferin, suite 305
Sherbrooke (Québec) J1H 4N2
Tél. : (819) 829-5111
Télééc. : (819) 829-5143
idee@idee.qc.ca

OUTAOUAIS

Cercles d'emprunt d'Option femmes Emploi

365, boul. Gréber, bureau 203
Gatineau (Québec) J8T 5R3
Tél. : (819) 246-1725
Télééc. : (819) 246-5310
info@femmesemploi.qc.ca



336, rue du Roi, bureau 130
Québec (Québec)
G1K 2W5
Téléphone: (418) 529-7928
Télécopieur: (418) 525-6960
info@rqcc.qc.ca
www.rqcc.qc.ca